

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/15565]

**10 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, article 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois du 29 février 1984 et du 18 juillet 1990, et article 27, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par la loi du 18 juillet 1990 ;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 15 mai 2006 ;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E ;

Vu le rapport du 5 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup> du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 septembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 2020 ;

Vu l'avis 67.690/2/V du Conseil d'Etat, donné le 5 août 2020, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** — *Transposition de la directive (UE) 2018/645 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent chapitre transpose la directive (UE) 2018/645 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire.

**Art. 2.** Dans les articles 2, 6 et 8 et l'annexe 3 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « code communautaire » sont à chaque fois remplacés par les mots « code de l'Union » ;

2<sup>o</sup> les mots « code 95 communautaire » sont à chaque fois remplacés par les mots « code de l'Union 95 ».

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété par les mots « , modifiée par les directives 2004/66/CE du 26 avril 2004 et 2006/103/CE du 20 novembre 2006, par le règlement 1137/2008/CE du 22 octobre 2008 et par les directives 2013/22/UE du 13 mai 2013 et 2018/645 du 18 avril 2018. ».

**Art. 4.** L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2011, est complété par le paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Est en ordre d'aptitude professionnelle le conducteur qui présente un des documents repris ci-dessous en cours de validité sur lequel figure le code de l'Union 95 :

1<sup>o</sup> un permis de conduire ;

2<sup>o</sup> une carte de qualification ;

3<sup>o</sup> une attestation de conducteur.

Le document visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être délivré par un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen ou par la Suisse.

Toutefois, la mention du code de l'Union 95 n'est pas obligatoire sur l'attestation de conducteur visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> si le document est délivré avant le 23 mai 2020. ».

**Art. 5.** Dans l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 janvier 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> des véhicules affectés aux services des forces armées, de la protection civile, des pompiers, des forces responsables du maintien de l'ordre public et des services de transport d'urgence en ambulance, ou placés sous le contrôle de ceux-ci, lorsque le transport est effectué aux fins des tâches qui ont été assignées à ces services ; » ;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup> est inséré le 3<sup>o</sup>/1, rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup>/1 des véhicules pour lesquels un permis de conduire de catégorie D ou D1 est exigé, qui sont conduits, sans passagers, par un agent de maintenance vers ou depuis un centre de maintenance situé à proximité de la plus proche base de maintenance utilisée par le transporteur, à condition que la conduite du véhicule ne constitue pas l'activité principale du conducteur ; » ;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 4<sup>o</sup> est complété par les mots « , y compris les véhicules utilisés pour le transport non commercial d'aide humanitaire ; » ;

4° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° des véhicules utilisés pour le transport non commercial de voyageurs ou de marchandises ; » ;

5° dans le texte français du paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, les mots « son métier » sont remplacés par les mots « ses fonctions » ;

6° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par le 7°, rédigé comme suit :

« 7° des véhicules utilisés, ou loués sans chauffeur, par des entreprises d'agriculture, d'horticulture, de sylviculture, d'élevage ou de pêche pour le transport de marchandises dans le cadre de leur activité professionnelle spécifique, sauf si la conduite relève de l'activité principale du conducteur ou si le véhicule est conduit sur une distance supérieure à 100 km à partir du lieu d'établissement de l'entreprise qui est propriétaire du véhicule, le loue ou l'achète par crédit-bail. » ;

7° le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté, les mots « le certificat destiné à cette fin » sont remplacés par les mots « la carte de qualification de conducteur, délivrée conformément à l'article 13/2 » ;

**Art. 7.** Dans l'article 13/1 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le permis de conduire belge ou européen dont les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont titulaires doit être valable. ».

**Art. 8.** Dans le titre 2, chapitre 2, section 4, du même arrêté, un article 13/2 est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 13/2. § 1<sup>er</sup>. Les personnes visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, obtiennent une carte de qualification de conducteur dont le modèle est fixé à l'annexe 3 si elles sont dans un des cas suivants :

1° avoir obtenu en Belgique la qualification initiale conformément à l'article 3, § 3, 2° ;

2° avoir suivi en Belgique la formation continue conformément à l'article 3, § 4, alinéa 2.

Le permis de conduire belge ou européen dont les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont titulaires doit être valable.

§ 2. Les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> demandent cette carte de qualification initiale au SPW MI.

Le conducteur prouve qu'il a obtenu la qualification initiale en Belgique s'il se trouve dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, ou apporte la preuve qu'il a suivi la formation continue en Belgique s'il se trouve dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°.

Le modèle du formulaire de demande est déterminé par le SPW MI.

§ 3. Le Ministre ou son délégué délivre la carte de qualification de conducteur visée au § 1<sup>er</sup> au demandeur.

§ 4. Une redevance de 20 euros est due lors de la délivrance de la carte de qualification de conducteur visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le ministre peut adapter le montant prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. Dans ce cas, il multiplie le montant par l'indice du mois écoulé et divise le produit par l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2014. Il augmente, le cas échéant, le résultat de 0,5 euros maximum ou le diminue de 0,49 euros maximum pour arriver à l'unité. Les montants adaptés entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel ils ont été publiés au *Moniteur belge*.

§ 5. Au moment de la délivrance de la carte de qualification visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 35 points de crédit sont déduits du solde des points de crédit si le conducteur se trouve dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, 2°.

L'article 13, § 3, est d'application. ».

**Art. 9.** L'article 45 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, est complété par le paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Chaque formation suivie par le conducteur pour répondre aux obligations visées ci-dessous est prise en considération pour sept points de crédit :

1° pour le transport de marchandises, la formation relative au transport des marchandises dangereuses en vertu de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

2° pour le transport de marchandises, la formation relative au transport d'animaux en vertu du règlement (CE) n°1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et modifiant les directives 64/432/CEE et 93/119/CE et le règlement (CE) n° 1255/97 ;

3° pour le transport de voyageurs, la formation en matière de sensibilisation au handicap en vertu du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004.

Le conducteur prouve qu'il a suivi cette formation dans une période de cinq ans antérieure à la date de la prolongation de la durée de validité du certificat d'aptitude professionnelle pour bénéficier de ces points de crédit.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, quatorze points de crédit sont attribués pour la formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

1° le conducteur peut démontrer qu'il a suivi la formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, dans la période de cinq ans antérieure à la date de prolongation de la durée de validité du certificat d'aptitude professionnelle ;

2° dans la même période de cinq ans antérieure à la date de prolongation de la durée de la validité du certificat d'aptitude professionnelle, le conducteur n'a pas fait prendre en compte comme formation continue la formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ou 3° ;

3° la formation dure au moins quatorze heures.

Pour l'application du paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont considérées comme relevant du thème visé au point 2 de l'annexe 1<sup>re</sup> pour la formation continue C et la formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, comme relevant du thème visé au point 1 de l'annexe 1<sup>re</sup> pour la formation continue D. ».

**Art. 10.** L'article 55/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 novembre 2008 et modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, est abrogé.

**Art. 11.** Dans le titre 7, chapitre 2, du même arrêté, il est inséré un article 76/1 rédigé comme suit :

« Art. 76/1. Les cartes de qualification de conducteur délivrées avant le 23 mai 2020 restent valables jusqu'à leur date d'expiration, et au plus tard le 22 mai 2025. ».

**Art. 12.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 18 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le point 1.2., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Limites d'utilisation des freins et des ralentisseurs, utilisation combinée freins et ralentisseur, recherche du meilleur compromis vitesse et rapport de boîte, utilisation de l'inertie du véhicule, utilisation des moyens de ralentissement et de freinage lors des descentes, attitude à adopter en cas de défaillance, utilisation de dispositifs électroniques et mécaniques tels que le programme électronique de stabilité (ESP), les systèmes avancés de freinage d'urgence (AEBS), le système de freinage antiblocage (ABS), les systèmes de contrôle de traction (TCS) et les systèmes de surveillance des véhicules (IVMS) et d'autres dispositifs d'aide à la conduite ou d'automatisation dont l'utilisation a été approuvée. » ;

2° dans le point 1.3., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Optimisation de la consommation de carburant par l'application du savoir-faire des points 1.1 et 1.2, importance d'anticiper les flux de trafic, distance appropriée par rapport aux autres véhicules et utilisation de l'élan du véhicule, vitesse constante, conduite fluide et pression appropriée des pneumatiques, ainsi que connaissance des systèmes de transport intelligents qui améliorent l'efficacité de la conduite et aident à planifier les itinéraires. » ;

3° avant le titre « Permis de conduire C, C + E, C1, C1 + E », il est inséré un point 1.3./1 rédigé comme suit :

« 1.3./1. Objectif : pouvoir anticiper les risques de trafic, les évaluer et s'y adapter.

Avoir conscience des différences concernant les routes, la circulation et les conditions météorologiques et s'y adapter, anticiper les événements à venir; comprendre comment préparer et planifier un trajet dans des conditions météorologiques exceptionnelles; être familiarisé avec l'utilisation de l'équipement de sécurité adéquat et comprendre quand un trajet doit être reporté ou annulé en raison de conditions météorologiques extrêmes; s'adapter aux risques de trafic, y compris aux comportements dangereux ou à la distraction au volant (causée par l'utilisation d'appareils électroniques, la consommation de nourriture ou de boisson, etc.); reconnaître les situations dangereuses et s'y adapter, et être capable de gérer le stress qui en découle, notamment en ce qui concerne la taille et le poids des véhicules et les usagers vulnérables de la route, tels que les piétons, les cyclistes et les deux-roues motorisés ;

Identifier les situations potentiellement dangereuses et interpréter correctement comment celles-ci pourraient déboucher sur des situations dans lesquelles il ne serait plus possible d'éviter les accidents, et choisir et effectuer des actions qui augmentent suffisamment les marges de sécurité pour être encore en mesure d'éviter l'accident au cas où les dangers potentiels se produiraient. » ;

4° dans le point 1.4., les mots « utilisation des systèmes de transmission automatique, » sont insérés entre les mots « charge du véhicule et du profil de la route, » et les mots « calcul de la charge utile d'un véhicule ou d'un ensemble » ;

5° dans le point 1.5., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Étalonnage des mouvements longitudinaux et latéraux, partage des voiries, placement sur la chaussée, souplesse de freinage, travail du porte-à-faux, utilisation d'infrastructures spécifiques (espaces publics, voies réservées), gestion des conflits entre une conduite en sécurité et les autres fonctions en tant que conducteur, interaction avec les passagers, les caractéristiques spécifiques du transport de certains groupes de passagers (handicapés, enfants). » ;

6° dans le point 1.6., les mots « utilisation des systèmes de transmission automatique, » sont introduits entre les mots « utilisation des rapports de boîte de vitesses en fonction de la charge du véhicule et du profil de la route, » et les mots « calcul de la charge utile d'un véhicule » ;

7° dans le point 2.1., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Durées maximales du travail spécifiques aux transports ; principes, application et conséquences des règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) no 561/2006 et (UE) no 165/2014 ; sanctions en cas de non-utilisation, de mauvaise utilisation ou de falsification du tachygraphe ; connaissance de l'environnement social du transport routier : droits et obligations des conducteurs en matière de qualification initiale et de formation continue. » ;

8° dans le point 2.2., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Titres d'exploitation transport, documents à transporter dans le véhicule, interdiction d'utiliser certaines routes, péages routiers, obligations résultant des contrats types de transport de marchandises, rédaction des documents matérialisant le contrat de transport, autorisations de transport international, obligations résultant de la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, rédaction de la lettre de voiture internationale, franchissement des frontières, commissionnaires de transport, documents particuliers d'accompagnement de la marchandise. » ;

9° dans le point 3.7., l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Transports routiers par rapport aux autres modes de transport (concurrence, chargeurs), différentes activités du transport routier (transports pour compte d'autrui, compte propre, activités auxiliaires du transport), organisation des principaux types d'entreprises de transports ou des activités auxiliaires du transport, différentes spécialisations du transport (citerne, température dirigée, marchandises dangereuses, transport d'animaux, etc.), évolutions du secteur (diversifications des prestations offertes, rail-route, sous-traitance, etc.). » ;

10° dans le point 3.8., les mots « sensibilisation au handicap, » sont insérés entre les mots « différentes activités du transport routier de voyageurs, » et les mots « franchissement des frontières (transport international), ».

**Art. 13.** Dans l'annexe 3 du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 21 juillet 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le point 2, alinéa 1<sup>er</sup>, d), les mots « modèle des Communautés européennes - Model van de Europese Gemeenschappen - Modell der Europäischen Gemeinschaften » sont remplacés par les mots « modèle de l'Union européenne - model van de Europese Unie - Modell der Europäischen Union » ;

b) dans le point 2, l'image de la face 2 de la carte de qualification de conducteur est remplacée par l'image suivante :

11.		
	9.	10.
	C1	
	C	
	D1	
	D	
	C1E	
	CE	
	D1E	
	DE	
1. Nom		
2. Prénom		
3. Date et lieu de naissance		
4a. Date de délivrance		
4b. Date d'échéance administrative		
4c. Délivré par		
5a. Numéro de permis		
5b. Numéro de série		
10. Code de l'Union		

#### CHAPITRE II. — *Autres dispositions*

**Art. 14.** Dans l'article 2 du même arrêté, le 3°/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, est remplacé par ce qui suit : « 3°/1 "SPW MI" : le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ; ».

**Art. 15.** Dans l'article 23, § 1<sup>er</sup>, 4°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 2013 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les mots « à la DGO2 », sont remplacés par les mots « au SPW MI ».

**Art. 16.** Dans l'article 7 du même arrêté, le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 17.** L'article 76 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 8 janvier 2013, est complété par les mots « à la condition que la validité du code de l'Union 95 apposé expire avant le 1<sup>er</sup> février 2018. ».

**Art. 18.** Le présent arrêté produit ses effets le 23 mai 2020.

**Art. 19.** Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 10 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/15565]

**10 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, artikel 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990, en artikel 27, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Gelet op het rapport van 5 mei 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 september 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 2020;

Gelet op advies 67.690/2/V van de Raad van State, gegeven op 5 augustus 2020, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Omzetting van Richtlijn (EU) 2018/645 van het Europees Parlement en de Raad van 18 april 2018 tot wijziging van Richtlijn 2003/59/EG betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen en Richtlijn 2006/126/EG betreffende het rijbewijs*

**Artikel 1.** Richtlijn (EU) 2018/645 van het Europees Parlement en de Raad van 18 april 2018 tot wijziging van Richtlijn 2003/59/EG betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen en Richtlijn 2006/126/EG betreffende het rijbewijs wordt bij dit hoofdstuk omgezet.

**Art. 2.** In de artikelen 2, 6 en 8 van en bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> de woorden "communautaire code" worden telkens vervangen door het woord "Uniecode";

2<sup>o</sup> de woorden "communautaire code 95" worden telkens vervangen door het woord "Uniecode 95".

**Art. 3.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden ",gewijzigd bij de richtlijnen 2004/66/EG van 26 april 2004 en 2006/103/EG van 20 november 2006, bij de Verordening (EG) nr.1137/2008 van 22 oktober 2008 en bij de richtlijnen 2013/22/EU van 13 mei 2013 en 2018/645 van 18 april 2018" ingevoegd tussen de woorden "van de Raad" en de woorden "om in Belgisch recht".

**Art. 4.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

" § 5. Is in orde met betrekking tot de vakbekwaamheid, de bestuurder die een van de volgende, nog geldige, documenten voorlegt, waarop de Uniecode 95 vermeld wordt:

1<sup>o</sup> een rijbewijs;

2<sup>o</sup> een kwalificatiekaart;

3<sup>o</sup> een bestuurdersattest.

Het document bedoeld in het eerste lid moet afgegeven worden door een lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte of door Zwitserland.

De vermelding van Uniecode 95 op het bestuurdersattest bedoeld in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, is evenwel niet verplicht indien het document vóór 23 mei 2020 afgeleverd is."

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 januari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in § 1 wordt 2<sup>o</sup> vervangen als volgt:

"2<sup>o</sup> van voertuigen in gebruik bij of onder controle van de strijdkrachten, de burgerbescherming, de brandweer, diensten verantwoordelijk voor de handhaving van de openbare orde en medische noodvervoerdiensten, voor zover het vervoer voortvloeit uit de opdrachten waarmee die diensten zijn belast;"

2<sup>o</sup> in dezelfde paragraaf 1 wordt punt 3<sup>o</sup>/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"3<sup>o</sup>/1 van voertuigen waarvoor een rijbewijs van categorie D of D1 vereist is en die worden bestuurd zonder passagiers door onderhoudspersoneel naar of van een onderhoudscentrum dat zich bevindt in de omgeving van de dichtstbijzijnde onderhoudsbasis die wordt gebruikt door de vervoerder, mits het rijden met het voertuig niet de voornaamste activiteit van de bestuurder is;"

3<sup>o</sup> in paragraaf 1, wordt punt 4<sup>o</sup> aangevuld met de woorden ", met inbegrip van voertuigen die worden gebruikt voor niet-commercieel vervoer van humanitaire hulp";

4<sup>o</sup> in § 1 wordt 5<sup>o</sup> vervangen als volgt:

"5<sup>o</sup> van voertuigen die worden gebruikt voor niet-commercieel vervoer van personen of goederen;"

5<sup>o</sup> in de Franse versie van paragraaf 1, 6<sup>o</sup>, worden de woorden "son métier" vervangen door de woorden "ses fonctions";

6<sup>o</sup> § 1 wordt aangevuld met punt 7<sup>o</sup> luidend als volgt:

"7<sup>o</sup> van voertuigen die door landbouw-, tuinbouw-, bosbouw-, veeteelt- of visserijbedrijven worden gebruikt voor het vervoer van goederen in het kader van hun eigen bedrijvigheid, behalve als het besturen van het voertuig deel uitmaakt van de voornaamste activiteit van de bestuurder of het rijden over een grotere afstand geschiedt dan 100 km vanaf de basis van de onderneming die het voertuig bezit, huurt of leaset." ;

7<sup>o</sup> § 2 wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 8, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit worden de woorden "het daartoe bestemde certificaat" vervangen door de woorden "de overeenkomstig artikel 13/2 afgegeven kwalificatiekaart bestuurder".



**Art. 7.** Paragraaf 1 van artikel 13/1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:  
"Het Belgische of Europese rijbewijs waarvan de in het eerste lid bedoelde personen houder zijn, moet geldig zijn."

**Art. 8.** In Titel II, hoofdstuk 2, afdeling 4, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 13/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 13/2. § 1. De in artikel 8, § 1, eerste lid, 3°, bedoelde personen verkrijgen een kwalificatiekaart bestuurder waarvan het model bepaald is in bijlage 3, indien ze zich in één van de volgende gevallen bevinden:

1° in België de basiskwalificatie overeenkomstig artikel 3, § 3, 2° hebben behaald;

2° in België de nascholing overeenkomstig artikel 3, § 4, lid 2, hebben gevolgd.

Het Belgische of Europese rijbewijs waarvan de in het eerste lid bedoelde personen houder zijn, moet geldig zijn.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde personen vragen deze kwalificatiekaart aan de "SPW MI" (Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur).

De bestuurder aantoon dat hij de basiskwalificatie in België heeft verkregen indien hij zich in het in paragraaf 1, 1°, bedoelde geval bevindt of bewijst dat hij de nascholing in België heeft gevolgd indien hij zich in het in paragraaf 1, 2°, bedoelde geval bevindt.

Het model van het aanvraagformulier wordt bepaald door de "SPW MI".

§ 3. De Minister of zijn gemachtigde reikt de kwalificatiekaart bestuurder bedoeld in paragraaf 1 uit aan de aanvrager.

§ 4. Er is een vergoeding verschuldigd van 20 euro voor de uitreiking van de kwalificatiekaart bestuurder bedoeld in paragraaf 1.

De minister kan het in de eerste lid bepaald bedrag aanpassen aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen. In dit geval vermenigvuldigt hij het bedrag met het indexcijfer van de voorbijgaande maand en deelt het product door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 2014. In voorkomend geval verhoogt hij het resultaat met maximum 0,5 euro of verlaagt hij het met maximum 0,49 euro om een eenheid te bekomen. De aangepaste bedragen treden in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op de maand gedurende dewelke ze in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd.

§ 5. Op het moment van de uitreiking van de kwalificatiekaart bedoeld in paragraaf 1 worden 35 kredietpunten afgetrokken van het kredietpuntensaldo indien de bestuurder zich in het in § 1, 2°, bedoelde geval bevindt.

Artikel 13, § 3, is van toepassing."

**Art. 9.** Artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

"§ 5. Elke opleiding gevolgd door de bestuurder om aan de onderstaande verplichtingen te voldoen, wordt voor zeven kredietpunten in aanmerking genomen:

1° voor het goederen vervoer, de opleiding inzake het vervoer van gevaarlijke goederen krachtens Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land;

2° voor het goederenvervoer, de opleiding inzake het vervoer van dieren krachtens Verordening (EG) nr. 1/2005 van de Raad van 22 december 2004 inzake de bescherming van dieren tijdens het vervoer en daarmee samenhangende activiteiten en tot wijziging van de Richtlijnen 64/432/EEG en 93/119/EG en van Verordening (EG) nr. 1255/97;

3° voor het personenvervoer, de opleiding inzake de omgang met personen met een handicap krachtens Verordening (EG) nr. 181/2011 van het Europees Parlement en van de Raad van 16 februari 2011 betreffende de rechten van autobus- en touringcarpassagiers en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004.

De bestuurder aantoon dat hij deze opleiding heeft gevolgd binnen een periode van vijf jaar voorafgaand aan de datum van de verlenging van de geldigheidsduur van het bewijs van vakbekwaamheid om deze kredietpunten te genieten.

In afwijking van het eerste lid worden veertien kredietpunten voor de in het eerste lid, 1°, bedoelde opleiding toegekend indien de volgende voorwaarden zijn vervuld:

1° de bestuurder kan aantonen dat hij de opleiding, vermeld in het eerste lid, 1°, gevolgd heeft binnen de periode van vijf jaar die voorafgaat aan de datum van de verlenging van de geldigheidsduur van het bewijs van vakbekwaamheid;

2° de bestuurder heeft binnen dezelfde periode van vijf jaar die voorafgaat aan de datum van de verlenging van de geldigheidsduur van het bewijs van vakbekwaamheid de opleiding, vermeld in het eerste lid, 2° of 3°, niet als nascholing in aanmerking laten nemen;

3° de opleiding duurt minstens 14 uur.

Voor de toepassing van § 4, eerste lid, wordt aangenomen dat de opleidingen, vermeld in het eerste lid, 1° en 2°, betrekking hebben op het onderwerp, vermeld in punt 2 van bijlage 1 voor de nascholing voor categorie C, en dat de opleiding, vermeld in het eerste lid, 3°, betrekking heeft op het onderwerp, vermeld in punt 1 van bijlage 1 voor de nascholing voor categorie D."

**Art. 10.** Artikel 55/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 november 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 januari 2008 wordt opgeheven.

**Art. 11.** In titel 7, hoofdstuk 2, van hetzelfde besluit wordt een artikel 76/1, luidend als volgt:

"Art. 76/1. De kwalificatiekaarten bestuurder die voor 23 mei 2020 zijn afgegeven, blijven geldig tot hun vervaldatum, maar niet later dan 22 mei 2025."

**Art. 12.** In artikel 1 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1.2., wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Grenzen aan het gebruik van remmen en retarders, gecombineerd gebruik van remmen en retarder, de beste bij een snelheid passende versnelling, benutting van de traagheid van het voertuig, mogelijkheden tot vertraging en remmen bij afdalingen, wat te doen in geval van defecte remmen, gebruik van elektronische en mechanische systemen zoals het elektronisch stabiliteitsprogramma (ESP), geavanceerde noodremsystemen (AEBS), het antiblokkeersysteem (ABS), het tractiecontrolesysteem (TCS) en in het voertuig ingebouwde monitoringssystemen (IVMS) en andere voor gebruik goedgekeurde systemen ter ondersteuning van de bestuurder of automatiseringssystemen.”;

2° in punt 1.3., wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Optimalisering van het brandstofverbruik dankzij de toepassing van kennis betreffende de punten 1.1 en 1.2, het belang van te anticiperen op de verkeersstroom, rijden op veilige afstand van andere voertuigen en de snelheid van het voertuig benutten, constante snelheid, een vlotte rijstijl en de juiste bandendruk, alsook vertrouwde met slimme vervoerssystemen die zuiniger rijden mogelijk maken en kunnen helpen bij de routeplanning.”;

3° voor titel “Rijbewijs C, C+E, C1, C1+E” wordt een punt 1.3./1 ingevoegd, luidend als volgt:

“1.3./1. Doelstelling: het vermogen om te anticiperen op risico’s in het verkeer, deze te beoordelen en er zich aan aan te passen.

Zich bewust zijn van en aanpassen aan verschillende weg-, verkeers- en weersomstandigheden, anticiperen op nakende gebeurtenissen; begrijpen hoe een reis moet worden voorbereid en gepland bij ongewone weersomstandigheden; vertrouwd zijn met het gebruik van de bijbehorende veiligheidsuitrusting en begrijpen wanneer een reis uitgesteld of geannuleerd moet worden wegens extreme weersomstandigheden; zich aanpassen aan risico’s in het verkeer, waaronder gevaarlijk gedrag in het verkeer of bestuurders die zich laten afleiden (door het gebruik van elektronische apparaten, eten, drinken enz.); gevaarlijke situaties herkennen en zich aanpassen aan dergelijke situaties en kunnen omgaan met de spanning die daaruit voortkomt, met name met betrekking tot de afmetingen en het gewicht van het voertuig t.o.v. kwetsbare weggebruikers, zoals voetgangers, fietsers en gemotoriseerde tweewielers;

Herkennen van potentieel gevaarlijke situaties en correct inschatten hoe die gevaren kunnen uitmonden in situaties waarin een aanrijding niet meer kan worden vermeden en acties bepalen en ondernemen om de veiligheidsmarges te verhogen tot een niveau waarop een aanrijding nog wel kan worden vermeden wanneer de potentiële gevaren zich voordoen.”;

4° in punt 1.4. worden de woorden “gebruik van automatische transmissiesystemen,” ingevoegd tussen de woorden “belasting van het voertuig en het profiel van de weg,” en de woorden “berekening van het laadvermogen van een voertuig of voertuigcombinatie”;

5° in punt 1.5., wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Aanpassing van de bewegingen in de lengte en zijwaarts, wegverdeling, plaats op de weg, soepel remmen, rijden met een overbouw, gebruik van specifieke infrastructuur (openbare plaatsen, speciale rijstroken), beheersen van conflicten tussen veilig rijden en andere taken als bestuurder, interactie met passagiers, specifieke kenmerken van bepaalde groepen passagiers (gehandicapten, kinderen).”;

6° in punt 1.6. worden de woorden “gebruik van automatische transmissiesystemen,” ingevoegd tussen de woorden “afstemming van de keuze van de versnelling op de belasting van het voertuig en het profiel van de weg” en de woorden “berekening van het laadvermogen van een voertuig of voertuigcombinatie”;

7° in punt 2.1., wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Specifiek voor de vervoersector geldende maximumwerktijden; principes, toepassing en gevolgen van de Verordeningen (EG) nr. 561/2006 en (EU) nr. 165/2014 van het Europees Parlement en de Raad; sancties op het niet of verkeerd gebruiken van dan wel knoeien met de tachograaf; kennis van de sociale context in het wegvervoer: rechten en plichten van de bestuurders inzake basiskwalificatie en nascholing.”;

8° in punt 2.2., wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Documenten met betrekking tot vervoerexploitatie, aan boord mee te nemen documenten, verbod op het gebruik van bepaalde wegen, tolheffingen, uit standaardcontracten voor goederenvervoer voortvloeiende verplichtingen, opstelling van de documenten die het vervoerscontract vormen, internationale transportvergunningen, verplichtingen van het Verdrag betreffende de Overeenkomst tot internationaal vervoer van goederen over de weg, opstelling van de internationale vrachtbrief, grensoverschrijdingen, expediteurs, speciale documenten die de goederen begeleiden.”;

9° in punt 3.7., wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Verhouding tussen het wegvervoer en de overige vervoerstacken (concurrentie, verladers), verschillende activiteiten in het wegvervoer (vervoer voor rekening van derden, voor eigen rekening, aanvullende activiteiten), organisatie van de voornaamste soorten vervoersondernemingen of aanverwante transportactiviteiten, gespecialiseerd vervoer (tankwagens, koelwagens, gevaarlijke goederen, vervoer van dieren enz.), ontwikkelingen in de sector (diversificatie van het dienstenaanbod, railvervoer/wegvervoer, uitbesteding enz.).”;

10° in punt 3.8. worden de woorden “omgang met personen met een handicap” ingevoegd tussen de woorden “verschillende activiteiten in het personenvervoer over de weg,” en de woorden “grensoverschrijdingen (internationaal vervoer).”.

**Art. 13.** In bijlage 3 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 juli 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 2, eerste lid, d), worden de woorden “modèle des Communautés européennes - Model van de Europese Gemeenschappen - Modell der Europäischen Gemeinschaften” vervangen door de woorden “modèle de l’Union européenne - model van de Europese Unie - Modell der Europäischen Union”;

b) in punt 2 wordt de afbeelding op zijde 2 van de kwalificatiekaart bestuurder vervangen door de volgende afbeelding:

11.																			
1. Naam 2. Vornaam 3. Geboorteplaats- en datum 4a. Datum van afgifte 4b. Administratieve vervaldatum 4c. Afgegeven door 5a. Nummer van rijbewijs 5b. Serienummer 10. Uniecode	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">9.</td> <td style="width: 33%;">10.</td> </tr> <tr> <td>C1</td> <td></td> </tr> <tr> <td>C</td> <td></td> </tr> <tr> <td>D1</td> <td></td> </tr> <tr> <td>D</td> <td></td> </tr> <tr> <td>C1E</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CE</td> <td></td> </tr> <tr> <td>D1E</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DE</td> <td></td> </tr> </table>	9.	10.	C1		C		D1		D		C1E		CE		D1E		DE	
9.	10.																		
C1																			
C																			
D1																			
D																			
C1E																			
CE																			
D1E																			
DE																			

#### HOOFDSTUK II. — Overige bepalingen

**Art. 14.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt punt 3°/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, vervangen als volgt: « 3°/1 "SPW MI" : de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur; ».

**Art. 15.** In artikel 23, § 1,4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013 en bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018; worden de woorden "het DGO2" vervangen door de woorden "de "SPW MI".

**Art. 16.** In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 opgeheven.

**Art. 17.** Artikel 76 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 januari 2013, wordt aangevuld met de woorden "op voorwaarde dat de geldigheid van de aangebrachte Uniecode 95 vóór 1 februari 2018 verstrijkt".

**Art. 18.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 23 mei 2020.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2020/203796]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Kamer van beroep die kennis neemt van alle zaken die in het Frans en in het Duits moeten worden behandeld, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle. — Hernieuwing van mandaten van de voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter

Bij koninklijk besluit van 16 augustus 2020, dat inwerking treedt op 1 september 2020, wordt het mandaat van de heer BEDORET Christophe, raadsheer aan het Arbeidshof van Bergen, hernieuwd in de hoedanigheid van voorzitter bij de Kamer van beroep die kennis neemt van alle zaken die in het Frans en in het Duits moeten worden behandeld, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor een termijn van vier jaar.

Bij hetzelfde besluit, wordt het mandaat van de heer MATHIEU Emmanuel, raadsheer aan het Hof van beroep van Bergen, hernieuwd in de hoedanigheid van plaatsvervangend voorzitter bij genoemde Kamer van beroep, voor een termijn van vier jaar.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2020/203796]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Chambre de recours qui connaît de tous les dossiers devant être traités en français et en allemand, instituée auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux. — Renouvellement des mandats du président et d'un président suppléant

Par arrêté royal du 16 août 2020, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2020, le mandat de Monsieur BEDORET Christophe, conseiller à la Cour du travail de Mons, est renouvelé en qualité de président auprès de la Chambre de recours qui connaît de tous les dossiers devant être traités en français et en allemand, instituée auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, pour un terme de quatre ans.

Par le même arrêté, le mandat de Monsieur MATHIEU Emmanuel, conseiller à la Cour d'appel de Mons, est renouvelé en qualité de président suppléant à ladite Chambre de recours, pour un terme de quatre ans.